



**POUR
UNE** **RÉVOLUTION
ÉNERGÉTIQUE
ÉCOSOCIALISTE**

NPA

l'Anticapitaliste

INTRO: FACE À LA CATASTROPHE POUR ÉVITER LE CATACLYSME 3

LES CONTRAINTES 6

Ce que nous disent les travaux scientifiques	6
Les frontières de dangerosité sont franchies.....	6
Climat biodiversité: même combat!.....	6
Tout est lié.....	7
On ne règle pas le risque climatique en y rajoutant le risque nucléaire	9
Un impératif: abandonner les énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz)	11
Les renouvelables: le choix du moindre impact	12

UNE VIE BONNE POUR TOUTES ET TOUS 14

L'énergie n'est pas une marchandise	14
La démocratie: planifier et décider ensemble	15

POUR SATISFAIRE QUELS BESOINS? 17

Le soin, la gratuité, les services publics: créer du commun	17
Transporter moins, se déplacer autrement	18
Pas de technosolutionnisme.....	18
Financer la gratuité des transports en commun	19
Redonner une place de reine au vélo.....	19
Un nouveau logement, mieux habiter	20
Que produire? Ou non? Comment?	21
Des secteurs d'activités socialement inutiles	21
Quelques exemples de secteurs à repenser intégralement.....	21
Alimentation et agriculture	22

QUELLES ÉNERGIES? 24

Différents scénarios existent	24
Le scénario de Négawatt peut nous inspirer.....	24
Quelle planification pour un «scénario écosocialiste 2050»?	25

CONCLUSION: VIVRE MIEUX EN UTILISANT MOINS D'ÉNERGIE 26

INTRODUCTION



FACE À LA CATASTROPHE POUR ÉVITER LE CATACLYSME

Un projet d'émancipation écosocialiste ne peut faire l'impasse sur l'énergie tant celle-ci joue un rôle structurant et dévastateur dans le fonctionnement de nos sociétés.

L'émergence, l'accélération puis l'explosion de l'exploitation du charbon, du pétrole et du gaz sont indissociables du développement du capitalisme, du colonialisme, de l'industrialisation et de la marchandisation de toutes les sphères de la société.

Pour les capitalistes, l'énergie est à la fois le « carburant » de l'intensification de l'exploitation de la force de travail et une fantastique source de profit. Pour tous les dominants, l'appropriation et le contrôle des sources, de la

transformation et du transport de l'énergie sont au centre des guerres impérialistes qu'ils mènent contre les peuples. L'énergie est aussi au cœur des rapports de forces géostratégiques et des affrontements inter-impérialistes.



Les peuples des territoires dont la richesse du sous-sol attire le pillage extractiviste impérialiste voient leurs terres et leurs vies détruites. Les effets délétères des industries fossiles affectent la santé des exploité-es, au travail comme dans leurs lieux de vie qui sont aussi les plus exposés. Les dominé-es paient au prix fort les catastrophes climatiques, tandis que les plus pauvres vivent dans la précarité énergétique.

Alors que la responsabilité écrasante des énergies fossiles dans le bouleversement climatique est connue depuis plus de cinquante ans, y compris par les principaux coupables comme Exxon, leur production continue d'augmenter. La «transition énergétique» est un

leurre. Le capitalisme n'a jamais remplacé une source d'énergie par une autre. Au contraire, chaque nouvelle source vient s'ajouter aux précédentes souvent en augmentant leur utilisation. Ainsi l'essor du charbon loin de faire diminuer l'exploitation du bois, l'a fait croître pour étayer les galeries des mines. L'exploitation de pétrole a consommé plus de charbon pour produire l'acier nécessaire à ses infrastructures... Aujourd'hui, les énergies renouvelables s'ajoutent aux fossiles et ne les remplacent pas.

Les catastrophes climatiques, — ouragans, sécheresses, vagues de chaleur extrêmes, mégafeux, inondations... — se font chaque année plus nombreuses et plus destructrices. Les quantités de

gaz à effet de serre accumulées dans l'atmosphère sont tellement importantes que les réponses graduelles ne sont plus à l'ordre du jour. Désormais, limiter le réchauffement de la terre exige de laisser les fossiles dans le sol.

La sortie des fossiles signifie une rupture radicale avec un monde structuré par et pour ces énergies :

1) Pour les détenteurs — États ou groupes capitalistes — des réserves et des infrastructures, le renoncement à une gigantesque masse de capital ; **2)** la refonte intégrale des systèmes énergétiques pour passer, à l'échelle internationale, du système actuel organisé pour ces énergies de stock (fossiles, nucléaire...), à des énergies de flux (solaire, éolien, hydraulique, géothermie...), renouvelables, décentralisées ; **3)** la remise en cause d'un appareil productif lié à ces sources d'énergies, de l'industrie automobile à l'industrie chimique en passant par l'agro-industrie ; **4)** une rupture avec le productivisme capitaliste qui incite à utiliser toujours plus d'énergie pour produire et consommer toujours plus. La radicalité de la rupture anticapitaliste, indispensable à une lutte conséquente contre le changement climatique, explique l'inaction criminelle des gouvernants : du « *business as usual* » voilé de proclamations sans effet jusqu'au climatonégationnisme décomplexé.

Les premiers nous ont gavés, COP après COP, de beaux discours, à l'image du gouvernement français en 2015, lors de l'adoption de l'accord de Paris qui affichait l'objectif de limiter l'augmentation de la température moyenne de la terre à 2 °C puis, sous la pression des pays les premiers concernés, à 1,5 °C. Mais cet accord,

sans aucune obligation ni contrainte, sans mention des énergies fossiles, a débouché sur des « engagements » des États très en-deçà du niveau nécessaire et sur ... une augmentation des émissions. Pour tenter de sauver les apparences, face au puissant mouvement mondial de la jeunesse pour le climat, la fable de la « neutralité-compensation carbone » permet de continuer comme avant en pariant sur des technologies très hypothétiques comme la « capture-séquestration »...

Aujourd'hui, le seuil des 1,5 °C en passe d'être franchi. La marche infernale aux 2 °C, voire plus, est enclenchée. Sous les effets de phénomènes qui s'aggravent mutuellement — fonte de la banquise, réchauffement des océans, déforestation... le cataclysme, c'est à dire le basculement de la planète dans une situation irréversible, menace. Cette menace pèse d'abord sur les plus pauvres, sur les peuples du Sud global, premières victimes de la montée des océans, des sécheresses, des ouragans...

Les plus cyniques, l'extrême droite et les régimes autoritaires, sont à l'offensive pour dresser, face à la colère et au désespoir des peuples, les pires politiques autoritaires, répressives, racistes, impérialistes et anti-migrant-es, la brutalisation fasciste du monde. Ils imposent la réponse du capitalisme : l'adaptation sélective à un monde de plus en plus invivable, c'est-à-dire une adaptation au profit de la petite minorité des plus privilégiés. Tout cela en continuant de plus belle l'extractivisme débridé. « *Drill, baby drill* » clame Trump. L'énergie est au centre du capitalisme de catastrophe. Il est vital de décider et de contrôler sa production et ses usages, dans une décroissance juste et écosocialiste.

LES CONTRAINTES

CE QUE NOUS DISENT LES TRAVAUX SCIENTIFIQUES

Les frontières de dangerosité sont franchies

Dès 2009, des chercheurs ont déterminé 9 seuils mondiaux au-delà desquels les équilibres écologiques et les conditions favorables à la vie sur Terre sont mis en danger : le climat, la biodiversité, les cycles de l'azote et du phosphore, l'usage des sols, l'acidification des océans, le cycle de l'eau douce, les nouvelles entités dans l'environnement (plastique, PFAS), la couche d'ozone et l'augmentation d'aérosols dans l'atmosphère. En 2025, les 7 premières limites sont dépassées.

Climat biodiversité : même combat !

Pour les auteurs d'un rapport d'atelier commun entre le GIEC et l'IPBES (équivalent du GIEC pour la biodiversité) en 2021, le changement climatique et l'érosion de la biodiversité sont à traiter ensemble. Ils s'amplifient l'un et l'autre, leurs impacts se cumulent, certaines causes sont communes, nos capacités d'atténuation et d'adaptation dépendent de l'un et de l'autre : « *une résolution satisfaisante d'un des deux problèmes nécessite la prise en compte de l'autre.* (...) Traiter

le climat, la biodiversité et la société humaine comme des systèmes couplés est la clé du succès des interventions politiques ».

Ainsi les bioénergies, qui, pour maintenir la consommation actuelle d'énergie, sacrifient la biodiversité et mobilisent les terres au détriment des besoins en alimentation pour les populations sont une impasse.

MW ? TWH ?... KESACO

MW (mégawatt = 1 million de watts = 1 000 kilowatts) : unité de mesure de la puissance électrique (EPR : 1 600 MW)

TWH (Térawattheure) : énergie produite (ou consommée) en 1 000 heures par un équipement de puissance 1 000 MW

Pour les bilans énergétiques globaux, les unités habituelles des énergies fossiles (Tep = tonnes équivalent pétrole) ou m³ (gaz) sont transformées en équivalences électriques (MW, TWh).

L'ÉNERGIE provient de plusieurs sources : fossiles (charbon, gaz, pétrole), fissiles (nucléaire) et renouvelables (éolien, solaire, hydraulique, biomasse). Elle est utilisée directement (moteur, chauffage, procédé industriel...) ou transformée en électricité.

L'ÉLECTRICITÉ, selon son mode de production, est carbonée (fossiles), électronucléaire (fissiles) ou renouvelable (éolien, solaire, hydraulique). Pour que l'électrification des usages soit décarbonée et dénucléarisée, il faut abandonner l'électricité produite par les énergies fossiles et fissiles.



Tout est lié

En 2024, le rapport Nexus, établi par l'IPBES a montré que la biodiversité, le climat, l'eau, l'alimentation et la santé doivent être abordés conjointement et à un même niveau. En conséquence, si une action est favorable à l'un des éléments, mais nuit à un ou plusieurs autres, elle doit être abandonnée. C'est le cas du photovoltaïque au sol qui nuit à l'agriculture et à la biodiversité.

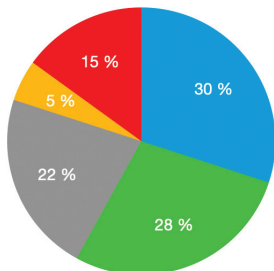
La rupture d'un cycle fait peser un risque, par effet domino, sur les équilibres planétaires. Ainsi la hausse des températures combinée à la modification de l'usage des sols (déforestation) a des répercussions

sur la biodiversité (nombre et variétés des espèces). La perturbation du cycle de l'azote et du phosphore interagit avec la modification du PH et la diminution de la matière organique des sols, qui s'appauvrissent, meurent et ne retiennent plus l'eau. La hausse des températures et la déforestation modifient le cycle de l'eau douce — eau bleue (rivières, lacs, nappes souterraines) et eau verte (stockée dans le sol et la végétation, utilisée par les plantes et restituée à l'atmosphère). Ces perturbations entraînent sécheresses, inondations et déséquilibres écologiques dans le monde.

Ces constats à l'échelle mondiale fixent le cadre des choix énergétiques soutenables : une réduction massive des émissions des gaz à effet de serre en laissant les fossiles (gaz, charbon, pétrole) dans le sol, l'arrêt du nucléaire et des pollutions chimiques des sols, de l'air, de l'eau, le développement des énergies renouvelables tout en protégeant les terres agricoles et la biodiversité. Cela n'est possible qu'en réduisant massivement la consommation d'énergie dans tous les secteurs !

En d'autres termes, habiter la terre avec le moins d'impact possible sur la biosphère et les équilibres écologiques.

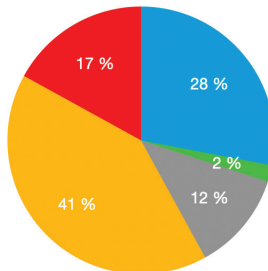
● Pétrole 30 ● Charbon 28 ● Gaz 23
● Nucléaire 5 ● Renouvelables 15



Monde : consommation énergie primaire (total 172800TWh)

NOTRE ENVIRONNEMENT 2025

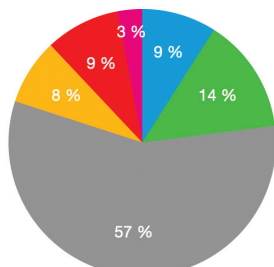
● Pétrole 28 ● Charbon 2 ● Gaz 12
● Nucléaire 41 ● Renouvelables 17



France : consommation énergie primaire (total 2575 TWh)

NOTRE ENVIRONNEMENT 2025

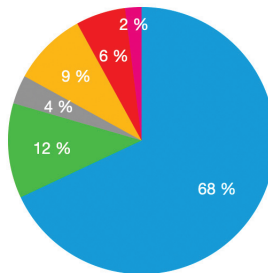
● Nucléaire. 9 ● Hydroélectricité. 14 ● Fossile. 57
● Éolien 8 ● Solaire 9 ● Biomasse 3



Monde : production d'électricité selon les sources (total 31780 TWh)

VISUAL CAPITALIST 2026

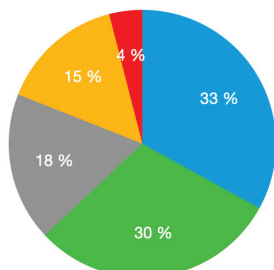
● Nucléaire 68 ● Hydroélectricité 11,5 ● Fossile 3,5
● Éolien 9 ● Solaire 6 ● Biomasse 2



France : production d'électricité selon les sources (total 550 TWh)

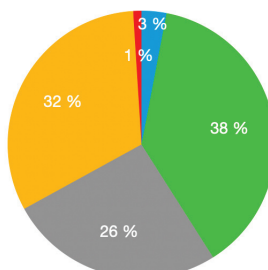
RTE ELECTRICITY REVIEW 2025

● Transports 33 ● Résidentiel 30 ● Industrie 18
● Tertiaire 16 ● Agriculture 4



En France consommation d'énergie par secteur (total 1550 TWh)

● Transports 3 ● Résidentiel 38 ● Industrie
● Tertiaire 32 ● Agriculture 1



En France consommation d'électricité par secteur (total 450 TWh)

ON NE RÈGLE PAS LE RISQUE CLIMATIQUE EN Y RAJOUTANT LE RISQUE NUCLÉAIRE

L'énorme potentiel énergétique des réactions nucléaires est utilisé pour les bombes atomiques. Il sert aussi de combustible pour les réacteurs des centrales nucléaires : la chaleur dégagée par la fission d'atomes d'uranium, un minerai radioactif, permet de produire de l'électricité.

La part d'électricité nucléaire baisse inexorablement dans le monde, de 17,1 % en 2001 à 8,9 % en 2025. C'est moins de 2 % de l'énergie totale consommée. Le nucléaire n'est donc pas de nature à répondre au défi climatique. En 2026, le solaire et l'éolien ont chacun dépassé le nucléaire mais, à contresens de l'histoire, Macron s'enferme à imposer sa « relance du nucléaire ». Dans un déni des accidents

(Tchernobyl, Fukushima...) et de l'impossibilité de contrôler des déchets hautement radioactifs pendant 100 000 ans — projet Cigéo (Centre industriel de stockage géologique) à Bure dans la Meuse —, la « loi d'accélération du nucléaire » banalise la déréglementation technique et la « simplification » administrative.

Macron justifie ce passage en force : « sans nucléaire civil, pas de nucléaire militaire ». La soi-disant « souveraineté énergétique » est un mensonge. L'uranium naturel enrichi en France est importé à 100 % et l'uranium retraité en France est enrichi en Russie (malgré l'embargo de l'UE) ; la maintenance préventive des centrales EDF est confiée à Amazon (grâce au *Foreign Intelligence Surveillance Act* et



Du côté des luttes...

LA COORDINATION NATIONALE ANTINUCLÉAIRE fédère des organisations nationales et des associations ou collectifs de lutte locaux. Dans notre pays, le plus nucléarisé de la planète, elle impulse et organise des actions et mobilisations contre le nucléaire et son monde mortifère. Les réserves exploitables d'uranium seront tarées d'ici 50 ans (avant le pétrole) mais les déchets radioactifs sont pour des millénaires une dette écologique insoutenable léguée aux générations futures. L'industrie nucléaire et l'État imposent sur tout le territoire la construction de réacteurs EPR2, de nouvelles usines (La Hague) ou des centres de stockage de déchets (Bure), en déployant les moyens considérables pour faire taire les oppositions. La répression des luttes antinucléaires va de pair avec l'omerta et l'absence de démocratie sur la politique énergétique. Autant de raisons de renforcer et coordonner ces luttes !



le *Cloud Act*, les autorités US accèdent à toutes ces données « confidentielles »). Le « grand carénage » (rafistolage des vieux réacteurs EDF) minimise les risques de vieillissement des équipements essentiels à la sécurité. D'autant que l'énergie nucléaire « pilotable » est pilotée dans les faits par le cours boursier du MWh qui impose un fonctionnement erratique des réacteurs, qui les fragilise.

Le réacteur EPR de Flamanville, mis en service avec 12 ans de retard et un coût multiplié par 7, a une cuve non conforme. Ses successeurs (14 EPR2 « évolutionnaires » en projet) pourraient coûter 250 milliards d'euros. Du fait de la désindustrialisation, même EDF doute de sa capacité technique et des moyens humains nécessaires au « nouveau nucléaire ». Profitant de l'opacité

et de la gabegie, les entreprises privées de la filière se gavent en pompant sur les fonds publics. ITER, le « réacteur du futur » dont le coût a déjà dépassé celui de l'EPR, ambitionne de produire 500 MW... pendant 7 mn vers 2050. Quant aux 120 projets de mini réacteurs SMR, plus ou moins farfelus, ils servent de pompe à fric pour des start-up.

Les risques de catastrophe nucléaire dans notre pays s'accroissent, aggravés par un contexte de guerre et de militarisation. Pour éviter l'accident et la prolifération des déchets, il faut arrêter le nucléaire et refuser le chantage à l'emploi. Les compétences des travailleurs du nucléaire seront indispensables : les installations, vidées des matières radioactives, devront être sécurisées. Les emplois, maintenus ou reconvertis, seront garantis.

UN IMPÉRATIF: ABANDONNER LES ÉNERGIES FOSSILES (CHARBON, PÉTROLE ET GAZ)

Dans le monde le charbon représente environ un quart de la consommation d'énergie primaire et constitue la première source de production d'électricité. Il est responsable de 40 % des émissions de CO₂ et de graves pollutions locales ce qui en fait un enjeu central climatique, sanitaire et politique.

En France, le pétrole représente plus d'un quart (28 %) de la consommation d'énergie primaire, notamment pour le transport (essence, diesel, kérosène). Comme matière première dans l'industrie chimique, il sert à fabriquer des plastiques, des solvants et des goudrons. Le gaz représente 12 % du « mix énergétique » français. Il est utilisé pour produire de l'électricité et de la chaleur, essentiel-



lement dans le secteur résidentiel et dans l'industrie (verrerie, sidérurgie, céramique). Pétrole et gaz sont de gros émetteurs de CO₂. Le secteur des transports, qui dépend



Du côté des luttes...

RÉPIE (RÉSISTANCES AUX PROJETS INUTILES ET ÉCOCIDAIRES)

Dans la région de Rouen, un collectif d'associations combat un projet d'usine — nommée « *Dezir* » (!) — de kérosène de synthèse destiné à l'aviation commerciale, un projet porté par l'État Français et soutenu par de l'argent public, au bénéfice de Verso Energy, une entreprise qui compte parmi les soutiens financiers de Zemmour. Un gouffre électrique indissociable de la construction de nouveaux EPR, une consommation d'eau et de biomasse insoutenable. Ce modèle de technosolutionnisme destructeur vise à alimenter le doublement du secteur aérien. Ce n'est qu'un des 26 projets, répartis sur 17 départements métropolitains destinés à faire de la France un champion européen. Nationalement le réseau ***Rester sur Terre*** coordonne les actions et luttes pour une décroissance rapide du transport aérien.

à plus de 90 % du pétrole, est le premier émetteur (≈ 30 % des émissions nationales). Le gaz est responsable d'environ 20 % des émissions de CO₂ liées à l'énergie, en grande partie à cause du chauffage des bâtiments. Le pétrole entraîne diverses formes de pollution (particules fines, fumées issues des raffineries, marées noires, accumulation de plastiques dans les océans). Tout au long du processus d'extraction et de transport, le gaz occasionne des fuites importantes de méthane dont le pouvoir de réchauffement sur

20 ans est 80 fois supérieur à celui du CO₂. L'extraction du pétrole et du gaz a des impacts massifs dans les pays producteurs (dégradations environnementales, conflits et exploitation des populations locales). Se débarrasser des énergies fossiles va se heurter aux lobbys pétroliers et gaziers (producteurs, négociants, pays exportateurs) qui réalisent des chiffres d'affaires et des bénéfices colossaux, (260 milliards de dollars de chiffre d'affaires et bénéfices nets supérieurs à 20 milliards de dollars, en 2022 pour TotalEnergies).

LES RENOUVELABLES: LE CHOIX DU MOINDRE IMPACT

Le développement anarchique des énergies renouvelables montre que toutes peuvent avoir des impacts négatifs sur la biodiversité, la santé... Appliquer le principe de moindre impact permet d'arbitrer pour privilégier les solutions les plus acceptables, avec plusieurs critères :

Anti-productivistes : les besoins à satisfaire sont socialement nécessaires (logement, soin, alimentation, mobilité de base), dans une démarche globale de réduction de la demande énergétique.

Écologiques : les impacts environnementaux sont limités (sols, forêts, zones humides) avec comme exigence forte la préservation de la biodiversité (interdiction d'implantation dans les milieux naturels intacts ou protégés.).

Systémiques : les externalités sont réduites, pour éviter les dérives extractivistes (métaux rares, terres agricoles ...) et colonialistes (travail forcé, sous-payé, dangereux ...).

Sociaux et politiques : la solution choisie est légitime si elle est adaptée au territoire (ressources locales, contraintes écologiques), décidée et contrôlée par les populations concernées (avec possibilité de droit de veto).

Ceci exclut tout développement de dimension industrielle et/ou financière imposé aux communautés locales et nécessite de renforcer l'indépendance des organismes publics d'études d'impacts et, dans un objectif de sobriété et d'efficacité énergétique, donner la priorité aux projets publics, coopératifs ou communaux. Le choix des sites d'implantation

d'éoliennes (terrestres ou maritimes) doit être soumis à la délibération locale informée et à l'impératif de protection de la biodiversité et des écosystèmes. L'installation de panneaux photovoltaïques doit s'inscrire dans une planification territoriale participative, pour en minimiser l'impact (sur les toitures, ombrières ou friches industrielles), à l'exclusion des espaces naturels, terrains agricoles ou forestiers.

Alors que le territoire est en train de se couvrir de méthaniseurs, que les projets de carburants de synthèse se multiplient, l'exploitation de la biomasse n'est acceptable qu'en tant que sous-produit d'une gestion écologique des forêts respectueuses de leurs capacités de régénération et de la vocation alimentaire des terres agricoles, et non un moteur de leur exploitation. Parce qu'ils concurrencent les cultures alimentaires, accélèrent la déforestation, renforcent l'agro-industrie, déplacent les coûts vers



le Sud global, les agrocarburants ne sont un choix possible que dans l'utilisation marginale de déchets.



Du côté des luttes...

LA COORDINATION NATIONALE PHOTORÉVOLTÉE

regroupe 400 organisations nationales, régionales et locales qui luttent contre l'accaparement de territoires par les industriels de l'énergie photovoltaïque. Elles refusent l'installation de centrales photovoltaïques sur des terres naturelles, forestières, agricoles ou sur les étendues d'eau, alors qu'il y a suffisamment de surfaces déjà artificialisées, pour accueillir du photovoltaïque - 100 000 hectares de friches industrielles en quasi-totalité à côté des métropoles - et que la biodiversité est nécessaire à la lutte contre le changement climatique. Elles récuse le concept marketing « d'agrivoltaïsme » qui prospère cyniquement sur la misère du monde paysan. La production d'électricité est incompatible avec l'agriculture paysanne. Elles défendent une société sobre en énergie, tout en affirmant la volonté d'une sortie des énergies fossiles et du nucléaire.

UNE VIE BONNE POUR TOUTES ET TOUS

L'ÉNERGIE N'EST PAS UNE MARCHANDISE

N'en déplaise à Macron, la transformation énergétique n'est pas un « *modèle Amish* » ! Elle apporterait des avantages réels, individuels et collectifs aux classes dominées qui ont tout intérêt à y œuvrer activement. Pour ce faire, la transformation doit peser sur ceux qui ont les moyens de participer aux coûts importants qui lui sont liés, mais aussi être encouragée politiquement par les structures collectives, et pas seulement reposer sur des changements de comportements individuels.

Le marché actuel de l'énergie en France s'appuie sur une production importante de l'opérateur historique (EdF) au travers de la production nucléaire. La gestion du réseau électrique est assurée par ses deux filiales Enedis et RTE (lignes haute tension). Depuis la libéralisation du marché européen de l'énergie, avec le développement des énergies renouvelables de petite puissance (éolien et solaire), des opérateurs privés ont constitué leurs propres parcs de production électrique.



L'ensemble de l'électricité française est alors revendue aux « clients » en fonction d'un « merit order », qui avait pour objectif à l'origine de rémunérer les moyen de production d'électricité les

moins chers (et donc les renouvelables). Mais ce système qui sous-évalue les coûts réels des centrales nucléaires, promeut artificiellement cette industrie. Pour sa « relance du nucléaire » et éviter la banqueroute, Macron a dû étatiser la branche nucléaire d'EDF en 2022. Le marché de l'énergie non-électrique est quant à lui intégralement aux mains de grandes multinationales. Des sociétés pétrolières comme TotalEnergies, Perenco, Shell ou BP utilisent leur oligopole pour spéculer sur les cours du marché et faire du lobbying. Ces entreprises sont en outre championnes de la fraude

fiscale internationale et de la destruction d'écosystèmes.

L'énergie, quelle qu'en soit la forme, est un besoin essentiel. Il ne doit pas être laissé entre les mains d'entreprises privées qui ont pour seul objectif de maximiser les profits aux dépens des usager-es.

La révolution énergétique ne peut se faire qu'en expropriant les entreprises du secteur de l'énergie. La mise en place d'un service public unifié de l'énergie géré démocratiquement par les salarié-es et usager-es dans le cadre d'une planification écosocialiste prévoyant les besoins et les moyens de les satisfaire est incontournable.

LA DÉMOCRATIE: PLANIFIER ET DÉCIDER ENSEMBLE

Contrairement aux affirmations des tenants du libéralisme, la concurrence n'alloue pas les ressources efficacement et le marché ne répond pas aux besoins. Au contraire, ils conduisent à toujours plus de production et de consommation, pour toujours plus de profit, épuisent les ressources, dégradent le climat et polluent les sols, l'air et l'eau, sans satisfaire les besoins élémentaires des plus pauvres. L'alternative c'est décider démocratiquement : quelles énergies utiliser, dans quelles conditions, pour satisfaire quels besoins ?



La démocratie énergétique doit articuler différents niveaux

Les choix globaux (sortie des fossiles, arrêt du nucléaire, sobriété...) sont des choix politiques qui appartiennent à toute la société.

Ce cadre global doit être mis en œuvre concrètement, organisé, planifié.

La planification, pour être démocratique doit s'appuyer sur des instances de délibération, à toutes les échelles : locale, régionale, nationale, articulées entre elles, décentralisées autant que possible, coordonnées autant que nécessaire, et des représentants mandatés, élus et révocables.



Ces outils démocratiques ont besoin des moyens réels de décider, des informations en toute transparence, du temps nécessaire à la formation, avec l'appui de scientifiques, et du temps pour délibérer, à l'image des conventions citoyennes (loin de leur dévoiement caricatural par Macron!).

L'appropriation collective des connaissances techniques et scientifiques (fonctionnement des différentes sources d'énergies, conditions environnementales, biodiversité...), est une condition d'une démocratie réelle qui se nourrit également des connaissances concrètes du vécu et de l'attachement aux territoires. Les luttes contre les projets imposés, qu'ils concernent l'énergie ou les infrastructures, fourmillent d'exemple de collectifs d'habitant-es qui deviennent de

véritables expert-es. Cette autoformation populaire est un puissant levier pour l'implication la plus large et la plus durable des usager-es.

La démocratie ne s'arrête pas à la porte des lieux de production : les salarié-es doivent avoir le contrôle de leurs conditions de travail, de l'organisation et de la finalité du travail. Aucune transformation de la production ne peut se faire sans les salarié-es, sans leurs compétences techniques, sans leurs connaissances du travail réel : elle permet l'articulation entre la planification démocratique et l'autogestion.

Cette articulation concerne aussi les autres secteurs, qui nécessitent d'être profondément réorganisés, fortement développés ou drastiquement réduits, voire arrêtés.

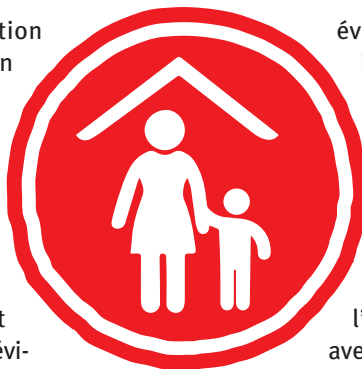
POUR SATISFAIRE QUELS BESOINS?

LE SOIN, LA GRATUITÉ, LES SERVICES PUBLICS: CRÉER DU COMMUN

Réduire la production matérielle est un impératif écologique et climatique, mais aussi l'occasion de choisir nos priorités. Quels sont les besoins essentiels à satisfaire? Qu'est-ce qui est vraiment important pour une vie bonne? À l'évidence, les services de santé, la prise en charge des enfants en bas âge, la prise en charge respectueuse de la dépendance et du handicap, une éducation épanouissante...viennent au premier plan.

Pourtant ces activités sont négligées, les services publics sont sacrifiés par les politiques austéritaires, voire inexistantes. Leur prise en charge est renvoyée au travail gratuit des femmes dans le cadre des familles ou au travail précaire, extrêmement mal payé, des femmes et des personnes racisé-es.

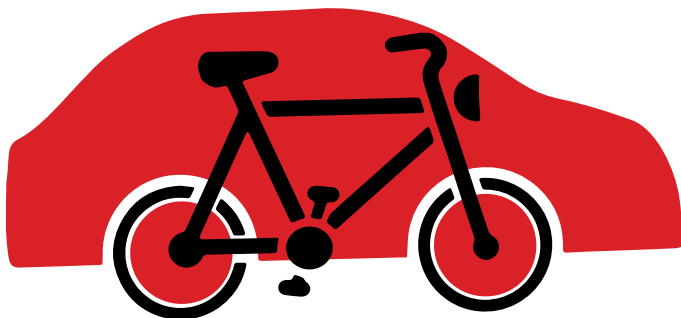
Les mouvements féministes ont mis en



évidence le lien qui unit 1) l'assignation des femmes à ce travail de reproduction sociale; 2) la dévalorisation, financière et symbolique, de ces tâches indispensables au fonctionnement de toute la société; 3) l'oppression patriarcale avec son cortège de violences sexistes et sexuelles.

Penser nos priorités, c'est aussi penser la lutte contre les oppressions et remettre la société à l'endroit, en plaçant à son centre ces activités de soin aux personnes à tous les moments de leur vie.

Leur prise en charge socialisée dans des cadres communautaires, de proximités, gérés et contrôlés par les usager-es et les salarié-es s'inscrit dans une logique globale de service publics étendus et démocratisés, dans une logique de solidarité et d'égalité, une logique de commun. La gratuité est une condition de l'égalité et de la liberté d'accès pour tou·tes.



TRANSPORTER MOINS, SE DÉPLACER AUTREMENT

Il est urgent de diminuer le volume global des transports, premier contributeur de gaz à effet de serre dans le monde. Il est indispensable, d'abord de transporter moins, donc de diminuer les volumes de marchandises, de rapprocher les productions des lieux de consommation. En finir avec le tout-camion : favoriser le fret ferroviaire et fluvial. Les méga porte-containers sont emblématiques de la mondialisation capitaliste et du productiviste sans limite. Le fret maritime est l'un des plus grands émetteurs de CO₂, une cause importante de pollution, une zone de non-droit pour les marins, il doit être drastiquement réduit.

Pas de technosolutionnisme

L'électrification peut être utile pour certains véhicules (trains, bus, petites voitures). Mais la reconversion du parc automobile vers l'électrique est un leurre (batteries, poids, électricité nucléaire, temps de recharge). Les modes de déplacement de demain sont à chercher ailleurs : l'autopartage, des véhicules légers, du covoiturage, et surtout se libérer du « tout-automobile » avec le développement massif des transports en commun, du vélo, de la marche.

Chacun-e doit pouvoir trouver une solution collective, pour ses déplacements du quotidien et accéder à une gare facilement : en milieu urbain, bus, tram, métro. En milieu rural, les solutions publiques (navettes, taxis électriques...) sont à inventer avec les habitant-es afin d'être les mieux adaptées.

Financer la gratuité des transports en commun

Plus juste, plus sympa, possible financièrement. Le Versement Mobilité, contribution patronale à partir du 11^e salarié-e de 0,2 % à 2,5 %, peut être déplafonné, comme sur l'Île-de-France. Une hausse permettrait de subventionner la gratuité et d'améliorer les dessertes. Appliquée lors des pics de pollution et dans une quarantaine de villes et agglomérations, elle a prouvé son efficacité. La Voiture coûte cher : voiries, parkings, feux tricolores, contournements, périphériques, morts prématurés à cause de la pollution. Financer la gratuité est un choix politique, un coin enfoncé dans l'économie de marché, une volonté de « communs », socialement juste, écologiquement efficace.



Du côté des luttes...

LA DÉROUTE DES ROUTES (coalition nationale pour des alternatives au tout-routier) coordonne de nombreux collectifs locaux en lutte contre des projets routiers destructeurs.

Construire des routes c'est augmenter le trafic routier et l'étalement urbain, augmenter les émissions de GES, la pollution chronique ou accidentelle liée à la circulation, détruire des milliers d'hectares d'espaces naturels, agricoles et forestiers, nous enfermer toujours plus dans un modèle tout voiture, insoutenable socialement comme écologiquement. La coalition exige un moratoire sur tous les projets routiers.

La limitation du transport aérien est nécessaire. Pas de transport en avion pour les distances inférieures à 1000 km si des trains assurent le voyage. Rouvrir les trains de nuit et relancer un réseau de trains interrégionaux. Arrêt des croisières de luxe sur les paquebots énergivores qui sillonnent les mers, polluent gravement dans les ports.

Redonner une place de reine au vélo!

Il faut pour cela mettre en œuvre une politique du vélo: développement des voies cyclables, d'abris, de combinaisons bus-vélo, train-vélo, marche-vélo. Dans une perspective de sobriété et de lutte contre la sédentarité, vélo et marche jouent un rôle important. Révolution...dans les transports aussi!

**LES SERVICES
PUBLICS NE
SONT PAS UNE
MACHINE
À PROFITS**



TRANSPORTS COLLECTIFS

PUBLICS ET GRATUITS!

UN NOUVEAU LOGEMENT, MIEUX HABITER

Entre la sortie de la Seconde guerre mondiale et aujourd'hui, la population française est passée de 40 millions à près de 70 millions. Sur la même période la part de la population urbaine française est passée de 50 % à environ 90 % et les espaces urbanisés ont plus que triplé.

Cette urbanisation à outrance a pris la forme d'immeubles, ensembles pavillonnaires, zones commerciales périphériques, au profit des grandes entreprises du BTP, de l'industrie automobile et de la grande distribution. Les réseaux et voiries sont source de pollution et de gaspillage d'énergie : la moyenne des déplacements est de 36 kilomètres par jour. En plus des pollutions liées aux travaux et à la bétonisation des espaces (près de 400 millions de tonnes de minéraux non ferreux ont été utilisés dans le BTP en 2022), cet urbanisme favorise l'individualisation et l'atomisation des collectifs sociaux qui profitent aux capitalistes.

Dans le cadre d'une gestion écologique et socialisée de nos ressources en énergie, il faut donc aussi se poser la question de la densité de l'habitat, de l'aménagement des espaces en zone urbaine et rurale, avec la création de lien sociaux autour de services publics décentralisés. C'est aussi une question de justice sociale et de

redistribution du foncier : la spéculation immobilière rejette souvent à l'extérieur des villes les classes populaires. La réactivation des centres villes par la relocalisation des commerces et services est une priorité sociale. Une politique écosocialiste du logement et de l'urbanisme impose la création d'un véritable service public du logement social, avec une planification démocratique des constructions et rénovations. Ces mesures sont indissociables d'un plan et d'un service public de rénovation des bâtiments pour en finir avec les passoires et bouilloires thermiques, pour réduire drastiquement la consommation énergétique.



QUE PRODUIRE? OU NON? COMMENT?

La réduction de la consommation d'énergie concerne l'ensemble des secteurs, le choix des activités et des productions ainsi que la façon de produire et la conception des produits.

Le choix des sources d'énergie en fonction des productions doit prendre en compte les impératifs technologiques, en priorisant d'en minimiser la nocivité et la dangerosité. Cette maîtrise impose de rompre avec la mondialisation capitaliste qui (dés)organise la production pour mettre en concurrence les salarié·es et dilapide l'énergie dans des transports de marchandises en constante augmentation. Le rapprochement et la réorganisation des productions et activités nécessaires permettra une «réindustrialisation» utile, en fonction des besoins réels et en respectant les contraintes écologiques.

Des secteurs d'activités socialement inutiles

Supprimer la publicité permettrait immédiatement d'importantes économies d'énergie. Les 1400 écrans publicitaires numériques parisiens, omniprésents dans le métro et les gares, consomment autant d'électricité en un an que l'ensemble des écoles élémentaires d'un arrondissement entier. La pub gaspille aussi du papier et du travail en abondance. Se débarrasser de ce secteur clé du productivisme voué exclusivement à créer de nouveaux «besoins», permettrait d'y voir plus clair sur ce que sont nos «vrais» besoins, une fois libéré·es de l'incitation permanente à la surconsommation.



**TRAVAIL ET PRODUIRE
MOINS ET MIEUX**

Les productions de luxe à destination des ultra riches (yachts, jets, tourisme spatial...) peuvent cesser immédiatement. Des secteurs entiers doivent être arrêtés comme celui des engrais chimiques ou des pesticides, d'autres drastiquement réduits et profondément transformés, comme l'industrie automobile, aéronautique et navale, la pétrochimie, l'armement ...

Quelques exemples de secteurs à repenser intégralement

La fast-fashion — désormais l'ultra fast-fashion — est un exemple de l'accélération illimitée de la surconsommation aliénante coûteuse, inutile, destructrice, nocive pour les travailleur·ses, polluante et vorace en énergie. À l'inverse, un secteur du textile entièrement réorganisé pour produire avec des fibres naturelles,

non polluantes et issues de productions locales fournirait des vêtements solides, durables, agréables à porter et beaux, et finalement beaucoup moins chers, ainsi que des emplois infiniment plus gratifiants.

Au niveau mondial, 8 000 datacenters consommaient en 2024 460 TWh d'électricité/an. Le développement exponentiel de « l'intelligence artificielle » est imposé par les géants de la tech, au service de la surconsommation, de la répression par une surveillance sécuritaire sans précédent, de la manipulation réactionnaire des opinions... On peut envisager un service de messagerie, de stockage des données et de réseaux sociaux gratuits, un développement utile de l'IA par domaine d'activité, mais seul

un opérateur public peut garantir un contrôle démocratique, avec protection des données des usagers. Dans l'immédiat, il faut imposer un moratoire sur la construction des centres de données et autres infrastructures lourdes.

Le plastique et le suremballage, responsables de pollutions multiples, sont gros consommateurs d'énergie. Leur soi-disant « recyclage » est une arnaque destinée à éviter leur suppression pure et simple. Quant au recyclage du verre, c'est une aberration énergétique : la consigne serait beaucoup plus rationnelle ! Globalement, toute la production et la distribution doivent être repensées pour en finir avec l'obsolescence programmée, pour permettre la réparation, la réutilisation et en dernière instance le recyclage.

ALIMENTATION ET AGRICULTURE

L'agriculture industrielle est une machine de guerre contre le vivant. Pesticides, engrais chimiques, monocultures à perte de vue : ce modèle imposé par les intérêts agro-industriels épuise les sols, empoisonne les nappes phréatiques, gaspille l'énergie et précipite l'effondrement de la biodiversité.

Ce système ne nourrit pas les peuples, il nourrit les actionnaires.

Mais il existe une autre voie. L'agroécologie paysanne, locale et biologique n'est pas une utopie : c'est une réponse concrète et politique à la crise systémique





que nous traversons. Cultiver sans pesticides et engrais chimique, c'est protéger la santé des paysan·nes et des riverain·es. Relocaliser l'alimentation, c'est réduire drastiquement les émissions liées au transport et à la transformation industrielle. Végétaliser et diversifier les surfaces agricoles c'est séquestrer du carbone, éviter l'érosion des sols et de la biodiversité et être bien moins vulnérable au changement climatique.

La question énergétique est au cœur de cette transformation. L'agriculture industrielle est un gouffre énergétique : elle consomme des énergies fossiles pour produire des intrants chimiques, irriguer massivement, faire tourner des machines gigantesques et détruit les

milieux naturels (eau, air, sol), la biodiversité, notre santé ... À l'inverse, l'agro-écologie vise l'autonomie, alimentaire mais aussi énergétique. Des exploitations paysannes à taille humaine peuvent produire leur propre énergie, réduire leurs intrants, travailler avec les cycles naturels plutôt que contre eux.

De plus, réduire la consommation de viande industrielle c'est aussi un objectif anticapitaliste. L'élevage intensif est l'un des premiers postes d'émissions de gaz à effet de serre. Manger moins de produits animaux, au profit d'une alimentation locale, végétale quand c'est possible : ces choix individuels n'ont de sens que portés collectivement, dans une transformation politique globale du système agricole.

QUELLES ÉNERGIES?

DIFFÉRENTS SCÉNARIOS EXISTENT

Plusieurs organismes proposent des scénarios énergétiques compatibles avec la stratégie nationale bas carbone qui vise la neutralité carbone en 2050. Ces scénarios sont bâtis autour de mix énergétiques qui répartissent les différentes sources d'énergie dans la consommation finale.

RTE (gestionnaire du réseau de transport de l'électricité) choisit les scénarios qui réservent une part importante au nucléaire dans l'objectif affiché d'une réindustrialisation du pays.

L'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) décrit 4 sociétés alternatives : deux tournées vers les innovations technologiques, et deux basées sur les modifications de consommation pour intégrer les impacts sur les modes de vie, les transports, l'agriculture, etc.

Le shift Project (Jancovici) propose un Plan de Transformation de l'Économie Française (PTEF) qui promeut le nucléaire comme partie du mix bas-carbone, en complément des renouvelables. Inscrit dans une perspective technocratique assumée ce projet fonde sa légitimité sur les connaissances techniques « d'experts », plus que dans la « délibération citoyenne ».

Le scénario de Négawatt peut nous inspirer

Négawatt (association sans but lucratif) avance trois principes : sobriété énergétique (réduire les besoins), efficacité énergétique (faire mieux avec moins), développement massif des énergies renouvelables. Son scénario est le seul qui traite explicitement la demande énergétique comme le produit de choix collectifs : organisation du travail, urbanisme, mobilité, normes de confort. Une forte baisse de consommation permet la sortie des fossiles et du nucléaire, sans sur-dimensionnement des infrastructures d'EnR : le scénario est techniquement cohérent et possible.

Face aux changements profonds de modes de vie, les classes populaires risquent de subir la contrainte plutôt que de la choisir, les conflits de classe seront amplifiés, les résistances politiques et industrielles fortes. Négawatt n'aborde pas les mécanismes nécessaires d'arbitrage, de redistribution, de gestion des oppositions. Pour nous la question essentielle, esquivée par Négawatt, est celle des instances démocratiques du pouvoir. Qui décide ? Qui contrôle ?

QUELLE PLANIFICATION POUR UN «SCÉNARIO ÉCOSOCIALISTE 2050»?

Aujourd'hui en France, la consommation finale d'énergie est d'environ 1 600 TWh/an (Électricité : 460, Chaleur : 700 et Transports : 440). Le cœur d'un scénario alternatif pour sortir des fossiles et du nucléaire est un cocktail de sobriété, d'efficacité énergétique et de suppression d'usages inutiles.

1. Les énergies renouvelables (EnR) représentent une production électrique de 145 TWh. Pour un objectif de 380 TWh en 2050, il sera nécessaire d'augmenter le nombre d'éoliennes terrestres et maritimes et la surface de panneaux photovoltaïques (largement faisable sans artificialiser), de stabiliser l'énergie hydraulique et développer la géothermie. Le déploiement des EnR est plus rapide, plus modulable, plus démocratique, moins centralisateur que le nucléaire. En respectant le principe de moindre impact, cet objectif est possible à condition de réduire la surconsommation et de prendre

le contrôle de la production énergétique.

2. La consommation de chaleur s'élève à 700 TWh/an, dont plus de la moitié produite par des fossiles (410 TWh). Elle est utilisée aux

2/3 pour les logements (chauffage + eau chaude), le reste pour le tertiaire et l'industrie. Cette consommation peut être divisée par deux : au centre du changement, le chauffage évité par la rénovation, première « source de chaleur ». Dans les logements ou le tertiaire, une rénovation globale, en priorisant les passoires thermiques peut faire économiser 225 TWh. Les 350 TWh nécessaires seront produits par les réseaux de chaleur, les pompes à chaleurs collectives et par la biomasse soutenable.

Rénover profondément 1,2 million de logements/an pendant 25 ans aura un effet cumulatif massif. L'extension des réseaux de chaleur dans les zones denses et la substitution du gaz par les pompes à chaleur collectives entraîneront une baisse massive de la demande.

3. Le domaine des transports est celui où la sortie des fossiles sera la plus décisive. Le transport consomme 440 TWh dont 95 % fossile avec un rendement énergétique très faible. Dans notre scénario 2050 nous ramenons la consommation des transports à 180 TWh/an, en supprimant les usages abusifs (avion, SUV...), en baissant le trafic automobile, en passant du thermique à l'électrique (soit 260 TWh/an).

Augmenter la part des EnR, décarboner la production de chaleur, rationaliser et décarboner les transports, permet de disposer de 910 TWh « propres » et satisfaire tous les besoins utiles.



CONCLUSION: VIVRE MIEUX EN UTILISANT MOINS D'ÉNERGIE

La mise en place d'une politique énergétique alternative se heurtera à de fortes oppositions. Les grands groupes capitalistes — d'ici et d'ailleurs — combattront les choix que nous ferons (contre les fossiles et le nucléaire). Apuyés par la droite et l'extrême droite, ils feront tout pour capter à leurs profits les peurs, les incertitudes, les angoisses liées à une transformation profonde des modes de vie.

Parce que la crise énergétique est indissociable des inégalités, de la surconsommation des plus riches et de la logique du profit, la baisse de la demande énergétique ciblera les usages inutiles, destructeurs et énergivores et les activités non essentielles (publicité, obsolescence programmée, transports et consommation de luxe, force de frappe nucléaire ...)

Cette sobriété collective doit s'accompagner de droits nouveaux :

Engager une rénovation massive des logements entraînera une baisse significative de la consommation énergétique et une augmentation sensible du confort.

Le développement des transports en commun, gratuits et nombreux, l'encouragement aux mobilités douces, des solutions adaptées aux milieux, ruraux, péri-urbains, urbains, synonymes d'économie de pétrole, compenseront avantageusement la contrainte de posséder chacun-e une voiture.

Une sécurité sociale de l'alimentation assurera un accès égalitaire à une nourriture saine et de qualité en assurant un revenu et de bonnes conditions de travail aux paysan-nes et aux salarié-es du secteur.

La multiplication d'ateliers de réparation et de fabrication partagée, de circuits d'échange, de filières locales de recyclage permettra une valorisation des ressources, une gestion mutualisée, un droit d'usage collectif.

Des changements concrets reposant sur une décroissance matérielle juste et sur des réponses collectives et solidaires dans des services publics étendus et transformés amélioreront les conditions d'existence pour la majorité de la population.



La transformation la plus sensible sera la réduction massive du temps de travail : semaines plus courtes, retraites plus précoces, temps libéré pour le soin, la création artistique, la culture, le sport, l'engagement, la démocratie, le repos ... Un scénario énergétique écosocialiste est technique, bien sûr, vu la complexité du système. Mais il est surtout un enjeu de propriété et de pouvoir. La socialisation de l'énergie, le contrôle populaire de sa production et de sa consommation sont les conditions essentielles d'un combat

à mener conjointement sur deux fronts : celui de la préservation du climat et du vivant et celui de la justice sociale et environnementale.

En solidarité avec le *Manifeste pour une révolution écosocialiste* de la Quatrième Internationale, le NPA l'Anticapitaliste, avec ses militant·es, participe aux luttes de résistance sociales et écologiques et met en débat ses propositions pour une révolution énergétique.

Un projet enthousiasmant, qui démarre ici et maintenant.



Suis-nous linktr.ee/lanticapitaliste

 lanticapitaliste.org

 [NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/NPALanticapitaliste)

 [l_anticapitaliste](https://www.instagram.com/l_anticapitaliste)

 [Lanticapitalis1](https://twitter.com/Lanticapitalis1)

 [anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)

 [lanticapitaliste](https://www.tiktok.com/lanticapitaliste)

